

<b>1981</b>	<b>Source :</b>  <b><i>Points critiques</i></b> <b>N°9 –</b> <b>novembre 1981</b>
-------------	---

## **Sadate-Arafat: une comparaison audacieuse**

**Marcel Liebman**

La chute de Sadate est celle d'un « modéré ». Elle n'a été rendue possible, voire inévitable, qu'en raison de son isolement et de son échec.

Le voyage à Jérusalem était à la fois un geste plein d'audace et d'imagination et un défi lancé à tous ceux qui, dans le camp arabe, tiennent Israël pour un péril permanent et un permanent scandale. Ce défi était le prix payé pour la récupération des territoires perdus en 1967 et cette ambition purement nationale ne pouvait être justifiée que si Sadate se chargeait, en même temps, de prendre sur lui la défense de la cause palestinienne. A la coalition de ses ennemis, surpris et indignés par son initiative, il espérait pouvoir répondre : « Vous m'accusez de désertion, mais c'est moi, et moi seul, qui ferai accepter aux Israéliens un Etat palestinien ». La poursuite de cet objectif a donné lieu à d'interminables négociations que le chef d'Etat égyptien, par lassitude et par colère, a été amené à interrompre quelquefois. Le temps a passé sans offrir à Sadate un succès dont il aurait pourtant eu besoin pour contrer ses détracteurs. L'Egypte a récupéré la plus grande partie de ses territoires. Israël a obtenu cette paix séparée à laquelle ses dirigeants rêvaient depuis si longtemps. Mais l'autonomie palestinienne, du fait de l'interprétation qu'en donne Israël, est vidée de toute substance. Si elle avait été un pas, même mesuré, vers une Palestine indépendante, Sadate aurait eu, dans son propre camp, une chance sérieuse, de rallier les hésitants, d'isoler et de désarmer ses ennemis. Mais l'autonomie « à la Begin » n'est qu'une modalité de protectorat que personne ne prend au sérieux. Elle maintient et renforce même la souveraineté politique et militaire des Israéliens sur la Cisjordanie, rien d'autre qu'une étape vers l'annexion définitive de la « Judée-Samarie ». A Jérusalem, on n'en fait aucunement mystère.

Ce qu'on appelle le « manque de compréhension » ou « l'absence d'imagination » d'Israël, cela a été, en fait, le sabotage de la stratégie de Sadate par son partenaire. Les larmes versées à Jérusalem et à Tel-Aviv après l'assassinat du Caire sont celles d'hommes

qui portent moins le deuil d'un allié que la responsabilité de sa mort.

## Un test

Qu'en est-il aujourd'hui des Palestiniens ? Aux yeux des observateurs sérieux, il n'y a pas de doute que la direction actuelle de l'OLP tente, malgré des écueils en tous genres, de mener une politique réaliste et modérée. Cela signifie, fondamentalement, l'idée que, à tout le moins pour une longue période historique (et peut-être au-delà), l'Etat palestinien existerait à côté d'Israël et non à sa place. Cette perspective, on le sait, est aux antipodes du but jusqu'alors poursuivi par les Palestiniens : la création d'une Palestine « démocratique laïque » englobant les territoires israéliens. Pour avoir fait admettre à ses partisans ce « pas en arrière » (ou en avant), Yasser Arafat a encouru des accusations qui rappellent celles qui ont été faites à Sadate : esprit capitulard, traître, etc.

En poussant l'Europe à prendre une initiative qui hâterait un règlement global du conflit israélo-arabe, l'OLP a confirmé sa nouvelle orientation puisqu'il est impensable que les « Neuf » ou les « Dix » songent à une paix contre et sans Israël. Plus près de nous, le soutien apporté par Arafat au plan saoudien va dans le même sens<sup>1</sup>. Ce plan, à côté de clauses très difficilement acceptables par Israël, est une reconnaissance implicite de l'Etat hébreu. Il est donc la base d'une négociation possible. François Mitterrand l'approuve en gros et Shimon Peres lui-même n'ose pas le désavouer. Par contre, dans le camp arabe, les propositions saoudiennes se heurtent à des réticences et à des oppositions, par exemple, celle des Syriens. De son côté, le gouvernement Begin, comme on pouvait s'y attendre, a exprimé un refus catégorique.

Le mérite de ce plan ne tient pas seulement à son contenu. Il a également valeur de test. Il délimite, parmi les Arabes, le groupe des « modérés » et celui des « durs » et ce clivage se reproduit autour et au sein même de l'OLP. Il y a la direction actuelle avec ses options « pro-européennes » et « pro-saoudiennes ». Mais il existe aussi d'autres fractions liées à la Syrie ou à l'Irak, qui condamnent, plus ou moins ouvertement, la majorité dirigée par Arafat, notamment pour son soutien aux propositions des Saoudiens. Pour ces extrémistes, chaque ouverture d'Arafat, chaque « avance » est l'occasion d'une critique virulente. Cette situation a pour effet de donner à la politique de l'Organisation de Libération de la Palestine une apparente incohérence dont ses ennemis ont beau jeu de tirer profit. Des paroles de conciliation sont suivies de démentis ou de semi-démentis, d'autant que les premières n'entament en rien la rigidité du gouvernement israélien et n'éveillent pratiquement pas d'écho favorable.

Ceux qui, très sincèrement, s'offusquent ou s'affligent de ces retournements (un pas

---

<sup>1</sup> Il s'agit du « plan » de paix présenté par le roi Fahd en 1981 et adopté lors du sommet arabe de Fès le 9 septembre 1982.

en avant, deux pas en arrière, un pas en arrière, deux pas en avant, parfois trois) devraient songer à la position extrêmement difficile où se trouve l'OLP. Depuis bien longtemps, la plupart des Etats arabes veulent l'utiliser à leurs propres fins et s'en servir comme d'un instrument-satellite. C'est l'origine des conflits qui ont opposé tour à tour la Libye, l'Irak et la Syrie à l'OLP, soucieuse, au contraire, de préserver un maximum d'indépendance. Mais ces conflits, même sanglants, aboutissent à des réconciliations temporaires et apparentes parce que les Palestiniens, qui ont un besoin impérieux de tous les Etats arabes, ne peuvent se payer le luxe d'un véritable divorce. Même lorsque certains régimes protègent des organisations exclues de l'OLP et qui mènent contre sa direction une véritable guerre d'extermination, le désaccord, si aigu soit-il, est plutôt voilé que proclamé au grand jour. On peut regretter cet état de choses. On peut et on doit condamner la récente déclaration de Kaddoumi qui, reprenant un langage qu'on croyait désuet, a parlé, s'il faut en croire le magazine allemand *Der Spiegel* de la « destruction d'Israël » ou de la « destruction des structures d'Israël ».

### **Un seul interlocuteur**

Que l'on regrette, que l'on s'afflige, que l'on condamne (ou que, parmi les extrémistes arabes comme palestiniens on se réjouisse), il faut, en tout cas, comprendre ceci :

- Tout échec de l'aile modérée de l'OLP profite à son aile la plus dure. Chaque fois qu'à une ouverture, même timide, de l'OLP, Israël répond par une fin de non-recevoir ou par la Xième marque de mépris, ce sont les extrémistes arabes qui se trouvent renforcés.

- La dénonciation de l'OLP et d'Arafat comme « terroristes » tourne le dos aux réalités et notamment au fait que plusieurs parmi les représentants officiels les plus en vue de l'OLP ont été les cibles et les victimes des mêmes extrémistes soupçonnés d'avoir organisé les attentats antisémites d'Anvers et de Vienne. Au lieu d'en tenir compte et de favoriser les courants palestiniens les plus raisonnables, on préfère pratiquer, contre toute évidence, l'amalgame simplificateur et mensonger.

Enfin et peut-être surtout, en lançant contre l'OLP, qu'elle commette des attentats ou qu'elle les condamne, des anathèmes vengeurs, on ne change rien à quelques données de base qui sont irrécusables, à savoir qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans l'existence d'un Etat palestinien et qu'en outre, le peuple palestinien n'a d'autre représentant *que* l'OLP. Toute tentative de dégager d'autres interlocuteurs, plus « sympathiques » ou plus serviles, s'est heurtée à un échec complet.

### **Le piège des quatre « non »**

Cela étant, on ne peut qu'être frappé par les dangers actuels. En refusant ou en retardant la reconnaissance de l'OLP comme partie à une négociation globale, en multipliant

contre l'OLP les interdictions et les invectives, on déforce sa direction et on consolide le clan ultra qui s'oppose à elle. Une telle politique est la suite logique des trois « non » (non à l'évacuation des territoires occupés, non à l'OLP, non à un Etat palestinien) lancé par les dirigeants israéliens ; ou d'un quadruple si on y ajoute le rejet hautain du plan saoudien. Elle renforce aussi le verbalisme radical des extrémistes arabes. Je ne crois pas qu'elle soit en quoi que ce soit utile aux peuples de la région. Elle est même désastreuse pour les Israéliens et pour les Palestiniens.

Tous ceux, dans le monde juif, ici et ailleurs, qui ignorent systématiquement les ouvertures palestiniennes mais se jettent au contraire avec une délectation morbide ou une satisfaction malsaine sur toute déclaration dure émanant de l'OLP devraient réfléchir sur la portée de leur attitude. Loin de servir la solution de compromis (la « double reconnaissance ») que certains d'entre eux souhaitent, elle mine les chances d'une telle perspective.

Finalement, Arafat et Sadate, si hostiles l'un à l'autre, séparés par le fossé d'une divergence fondamentale, ne sont peut-être pas si différents qu'on l'imagine et que le suggéraient leurs polémiques. L'intransigeance a eu raison de Sadate. Si le leader actuel de l'OLP devait, à son tour, être vaincu, il sera trop tard pour regretter alors que, dans sa personne, le monde aurait perdu un *modéré*. N'a-t-il pas fallu attendre qu'il soit abattu pour que Naïm Khader, représentant officiel de l'OLP à Bruxelles et proche collaborateur de Yasser Arafat, ait eu droit à cette épithète qu'on lui avait si longtemps refusée et dont la mort tragique a attesté à quel point elle était méritée.